

Démocratie enrayée et aspirations de l'individu contemporain

Vincent de Coorebyter

Que la démocratie soit enrayée, bloquée, c'est désormais une évidence. Mais quel rapport entretenons-nous, en tant qu'individus, avec ce blocage ? Sur fond de quelle attente, en fait, ce blocage apparaît-il ? Qu'attendons-nous de la démocratie, et que sommes-nous prêts à lui apporter, nous qui en déplorons les limites et les faiblesses ? En un mot : qui sommes-nous, ici et aujourd'hui, en Europe occidentale et en particulier les moins de 50 ans, les plus représentatifs de la nouvelle donne dont les lignes qui suivent tenteront de dresser le tableau ?

*

Nous sommes d'abord des enfants de la prospérité. Cette affirmation peut choquer, faut-il le dire, en ces temps de crise et de misère sociale en Europe. Mais les grandes difficultés dans lesquelles se débattent bon nombre de familles et d'individus n'enlèvent rien à ce constat : nous vivons dans une société de la consommation, du temps libre et du superflu, une société qui présente la satisfaction rapide des besoins comme une évidence. Sauf pour les militants de la frugalité, l'abondance est notre horizon : de la même manière que la solitude est une modalité du rapport à autrui, la pauvreté qui gagne des couches sociales entières est une exclusion temporaire de l'abondance, qui n'empêche pas d'en grappiller des miettes et d'en réclamer le retour. Il n'y a plus, en Occident, d'intériorisation de la misère, il n'y a plus de territoires, de générations ou de catégories sociales résignées à la pauvreté. Nous objectons à la démocratie notre droit à l'abondance, et la réalité de cette abondance est si manifeste, le gaspillage est tellement massif et quotidien – il n'y a qu'à entrer dans un centre commercial ou à regarder les poubelles de rue pour s'en persuader – que nous ne pouvons pas pardonner à nos dirigeants d'être incapables de sortir les plus précaires de la difficulté. Comment un système fondé sur la souveraineté populaire peut-il déboucher sur une telle impasse ? Confusément, c'est la vieille preuve de la non-existence de Dieu par l'invocation du Mal qui se retourne ici contre la démocratie : elle tombe de son piédestal dans tous les cas, que ce soit par impuissance ou par manque de volonté qu'elle laisse renaître la misère.

Nous sommes aussi des enfants de la paix. L'affirmation est banale, mais cette évidence ne doit justement pas nous aveugler. Comme le montre notre incompréhension face au terrorisme, c'est-à-dire face à la haine, nous ne tenons pas la paix – pour la première

fois peut-être dans l'Histoire – pour une parenthèse enchantée mais pour une certitude acquise. De là l'incapacité, désormais, des dirigeants européens à faire aimer l'Europe parce qu'elle nous a apporté la paix : sauf pour les plus anciens, ce sont là des paroles creuses, inaudibles, car les plus jeunes – et déjà la génération du *baby boom* qui a suivi le second conflit mondial – sont incapables d'imaginer ce qui pourrait nous apporter la guerre, et verraient d'un œil ahuri la restauration du service militaire dans les nombreux pays où il a disparu. De là encore, et paradoxalement, une nouvelle contrainte pour les démocraties contemporaines, et notamment pour leur politique étrangère. Nous déplorons la faiblesse de nos dirigeants face aux pays qui bafouent les droits de l'homme, nous méprisons la *realpolitik* et le primat systématique du commerce sur les droits des peuples, mais nous ne pouvons supporter rien de plus que des guerres lointaines, rapides, sans pertes humaines et gagnées d'avance. Mieux vaut l'immobilisme que le risque de guerre, même si nous dénonçons l'immobilisme et admirons le risque – le risque calculé.

Nous sommes également des enfants de la liberté et de l'égalité. Certes, la liberté n'est que partielle et l'égalité formelle, surtout au terme de plusieurs décennies qui ont vu les écarts de revenus se creuser vertigineusement. Mais l'exigence de liberté et d'égalité, elle, n'a jamais été aussi vivace, ni les restrictions à la liberté et l'affichage de l'inégalité aussi scandaleuses.

Nous jalousons les riches, les rois et les puissants parce que nous sommes des enfants de l'abondance qui rêvent de vacances perpétuelles, mais nous ne les respectons plus. Le safari du roi d'Espagne au Botswana lui colle à la peau, Nicolas Sarkozy ne s'est jamais remis de sa période bling-bling, la reine Fabiola a choqué en créant une fondation pour régler sa succession, Gérard Depardieu a gâché son image à force de fréquenter des chefs d'État à la réputation sulfureuse... Plus que la « peopolisation » des riches et des puissants, qui ne date pas d'hier, c'est la starification des modestes et des médiocres qui caractérise notre époque : sans parler de la contribution d'Internet à la création de gloires improbables, les émissions de télé-réalité ont pour fonction d'ériger en vedettes des personnes ordinaires du seul fait qu'elles chantent, qu'elles préparent un repas, qu'elles se cherchent un conjoint, qu'elles prennent des vacances ou qu'elles refont leur déco sous l'œil des caméras... Mais au moment même où la société du spectacle porte le principe d'égalité à son comble, le type de capitalisme et de mondialisation que nous connaissons alimente le chômage des moins qualifiés, durcit les conditions de travail et creuse les inégalités de revenus, y compris au détriment de ceux qui dépendent de la sécurité sociale. Comment l'inefficacité de la démocratie ne serait-elle pas dénoncée, elle qui ne parvient pas à surmonter une contradiction aussi criante entre le droit de tous à la dignité et le déclasserement de catégories sociales entières, parmi lesquelles une bonne partie des jeunes et des pensionnés ?

Quant à la liberté dont nous sommes les dépositaires, il ne s'agit pas seulement, comme dans sa définition classique, de la liberté de choix : il s'agit d'une liberté plus proche du *fiat* divin, qui voit nos désirs satisfaits au moment où ils surgissent, sans même se voir subordonnés à la durée qui sépare une décision de sa mise en œuvre puisque nous appelons « temps réel », aujourd'hui, ce qui est précisément l'absence de temps. Or cette liberté nouvelle, les moins de 50 ans l'ont trouvée au berceau : temps libre et parents disponibles dans des familles de deux enfants ; découverte précoce de nouveaux styles musicaux, de pays étrangers, d'images du monde entier accessibles sur le petit écran ; démultiplication des chaînes de télévision, explosion des radios libres, invention

de l'enregistreur, de la zappette et de la vidéo, qui mettent un continent de culture et de loisirs à notre disposition immédiate ; développement de l'informatique et de l'Internet, enfin, qui font de l'abolition de l'espace et du temps une expérience permanente, jusqu'à nous permettre d'entrer dans le salon de notre interlocuteur à l'autre bout de la planète ou de nous créer des vies parallèles, des identités factices et des avatars virtuels, voire une immortalité – puisqu'il existe aujourd'hui des plateformes qui nous permettent de continuer à envoyer des messages sur les réseaux sociaux après notre mort... Au regard de nos conditions de vie quotidienne, de ce rôle de demiurge que nous jouons tous lorsque nous allumons un écran, de cette disparition de l'attente et de la contrainte qui caractérise nos plongées dans l'hyper-galaxie de l'Internet, la démocratie, avec ses étapes formelles, ses délégations de pouvoir, ses longues procédures de décision, ses consultations publiques ou en coulisses, ses compromis alambiqués, sa langue de bois politique, ses normes et ses rappels à la dure loi du réel, apparaît comme l'inverse de ce qu'elle devrait être : le lieu où s'exerce la souveraineté populaire, le système dans lequel le peuple touche du doigt sa propre puissance. À une époque où même notre corps, notre sexe et notre identité ne sont plus des données immuables, où nous sommes les maîtres de notre transformation physique et de nos clones virtuels, nous pouvons difficilement nous représenter cette démocratie comme un espace de liberté. Ce qui est injuste, à bien des égards, car nombre de libertés n'auraient pas pu se développer dans un autre cadre : le divorce, l'union libre, le droit à l'avortement ou à l'euthanasie, la pluralité des offres d'enseignement, la liberté de culte et de conscience, le droit à l'expression, l'accès aux médias et le libre usage d'Internet s'accommodent mal de la théocratie ou de la dictature. Mais ces libertés, qui font de la démocratie le seul système dans lequel nous pourrions encore accepter de vivre, ne sont pas toujours mises au crédit de la démocratie, non seulement parce qu'elles apparaissent rapidement comme des évidences plutôt que comme des conquêtes, mais aussi parce qu'elles touchent à la sphère familiale et personnelle, à l'intime, et que nous mesurons mal, dans l'exercice concret de ces libertés, ce qu'elles doivent aux responsables politiques qui nous font face, au pouvoir qui sollicite nos suffrages. Nous avons tendance à croire que la loi n'est que le prolongement des mœurs, alors que le droit a façonné les mœurs – notamment en matière d'égalité hommes-femmes – et a contribué puissamment à cette révolution inédite dans l'histoire de l'humanité : celle qui cesse de faire de la famille et du domicile le vecteur du contrôle de l'individu par le groupe, par la société.

Nous sommes encore des enfants de la complexité – du mélange et de l'ouverture, de l'indétermination et de l'entrecroisement. Les classes sociales n'ont pas disparu, mais leurs frontières sont brouillées ; des métiers naissent et d'autres meurent chaque année ; les carrières sont zigzagantes ; les générations s'entremêlent au lieu de se distinguer par leur rapport aux études, au travail ou au repos ; l'internationalisation est partout. Les provinciaux affluent dans les villes, la ville s'étend à la campagne, les fermes sont bardées d'électronique tandis des foules de touristes cherchent à retrouver la paix et la simplicité des terroirs. La multiculturalité est un fait et pas seulement une valeur, les jeunes prennent la planète pour leur jardin, le monde est pris d'une frénésie de déplacements et de contacts. L'antique différence entre les sexes se brouille, les médias glorifient le nouveau et le singulier, le religieux s'individualise, les cultures, les modes et les pratiques alimentaires se métissent, l'Église n'en finit pas d'hésiter entre la modernité et la tradition, chacun devient l'architecte de sa propre vie et a pour objectif d'atteindre à la réalisation de son moi authentique.

La démocratie trouve à s'épanouir dans cette nouvelle donne, elle qui reconnaît par principe la liberté de choix et l'égalité des individus, des idéologies et des valeurs : pour cette raison encore, nous ne pourrions pas admettre d'autre régime politique. Mais elle s'essouffle, s'alourdit et se bloque aussi sous le poids de cette complexité, car des citoyens aussi multiples, aussi divisés dans leur propre esprit, en proie à des statuts changeants, à des convictions en questionnement, à des vies recomposées, à des trajectoires inédites et incertaines, ne constituent plus des bataillons électoraux aux frontières bien définies et aux convictions arrêtées. L'électorat est devenu volatil et hésitant, il sanctionne aujourd'hui les dirigeants qu'il a plébiscités hier, il mute de la gauche populaire à la droite populiste, il vote tantôt pour son portefeuille et tantôt pour l'environnement, un jour pour la liberté et l'autre pour la sécurité. La représentativité des élus en souffre, et les gouvernements qui prétendent mener une politique audacieuse au nom de leur légitimité électorale sont rapidement en butte à des oppositions farouches. Les partis y perdent, sinon leurs convictions, du moins leur ligne politique, et ne savent plus s'ils doivent viser le centre pour profiter de l'affaiblissement des anciennes idéologies ou se construire une nouvelle image aux arêtes saillantes. Les groupes de défense d'intérêts et de valeurs, ou les représentants du monde du travail et du capital, gardent une ligne plus constante, mais ils n'ont cessé de se multiplier avec l'apparition de nouveaux enjeux : les droits des femmes, l'environnement, la mobilité, les flux migratoires, la multiculturalité, les minorités sexuelles, la reconnaissance de dette de l'Occident... Dès lors, les responsables politiques, éclairés par ces groupes et par les experts, ne cessent de peser le pour et le contre, d'évaluer les externalités, les conséquences discriminatoires, les effets d'aubaine et les contre-finalités des décisions qu'ils s'approprient à prendre. Comment faire rentrer l'impôt sans faire partir les contribuables, comment consacrer la liberté religieuse sans renforcer les intégristes, comment protéger les locataires sans décourager les investisseurs, comment développer les énergies alternatives sans permettre aux pétroliers de s'y engouffrer pour se forger une image écologiste à bon marché ? Sans même parler des rapports de force entre décideurs économiques et décideurs politiques, de telles antinomies sont d'autant plus difficiles à trancher qu'elles divisent profondément les électeurs eux-mêmes, qui veulent à la fois la santé et la surconsommation, la mobilité et l'air pur, des services publics performants et des impôts décents, des carrières ouvertes et une protection sociale garantie...

En ces temps de crise multiple, multidimensionnelle, la tension est particulièrement aiguë entre la demande d'État et le refus de l'État, entre l'attente d'une régulation efficace et la répugnance pour des lois contraignantes, qu'elles soient fiscales, sociales ou environnementales. Enfants de la prospérité et de la paix, de la liberté et de la complexité, nous rêvons, comme le développait un autre colloque international il y a vingt ans exactement, d'un État à la fois souple, modeste et performant – d'un État qui se chargerait de presque tout et ne se mêlerait de presque rien, qui réaliserait le rêve du *soft power*. Dans l'attente de cette utopie, nous multiplions les stratégies d'évitement, nous sommes tentés de vivre en marge de notre régime effectif de pouvoir. En marge des débats parlementaires, auxquels nous préférons la liberté de ton des forums électroniques. En marge de l'engagement politique, que nous délaissions au profit d'une implication citoyenne dans des ONG, des opérations de solidarité ou des rassemblements festifs et informels. En marge de la loi commune – en tout cas pour certains d'entre nous –, que ce soit en plaçant notre argent ou en prenant notre retraite à l'étranger, ou, comme les États-Unis en ont donné l'exemple, en vivant

dans des ghettos auto-administrés où ne sont acceptés que des citoyens qui nous ressemblent. En marge de notre vie même, à laquelle nous substituons nos doubles virtuels, nos « amis » recrutés sans les connaître sur les réseaux sociaux, nos communautés de « followers » qui n'ont de commun que de se rapporter semblablement à un même objet d'attraction, ou toutes ces vies parallèles que nous offrent les jeux vidéo et les consoles interactives.

*

Nous sommes donc, à l'évidence, profondément ambivalents à l'égard de la démocratie, et cela se remarque dans la manière dont elle est contestée. La montée des populismes signe bien une colère et une désaffection de la part de personnes inquiètes de leur destin et sûres de leur bon droit, des personnes qui sont à la fois des consommateurs exigeants, des contribuables irrités et des citoyens désabusés. Mais la vague populiste actuelle se distingue profondément de l'esprit antidémocratique des années 30, qu'il ait été d'inspiration fasciste, autoritaire ou communiste. Le populisme conteste la démocratie telle qu'elle est au nom de la démocratie telle qu'elle devrait être ; il met les élites politiques et leurs résultats en accusation, mais il ne propose pas de changer de système ou de le réformer en profondeur : avec son simplisme caractéristique et sa méfiance pour tout ce qui est différent, pour toutes les composantes plus ou moins marginales de la société, il réclame une meilleure attention pour les exigences du citoyen ordinaire, pour le travailleur honnête et de bonne volonté. Le populisme est un refus de la complexité, un déni de l'égalité de ceux qui n'appartiennent pas au peuple tel qu'il se le représente, mais il ne sort pas du cadre démocratique. Il en constitue plutôt une caricature, l'expression du malaise d'une minorité silencieuse, mal armée pour la compétition symbolique à laquelle il faut savoir sacrifier pour se faire entendre dans nos démocraties contemporaines.

Indépendamment de la colère populiste, l'ambivalence à l'égard de la démocratie repose sur une évolution que l'on a parfois tendance à nier : la formidable élévation du niveau d'instruction des citoyens. Si la démocratie connaît une crise de légitimité, c'est notamment en raison de l'allongement continu de la durée des études, sans lequel les citoyens n'auraient pas un regard aussi critique sur la vie politique. On déplore souvent, sans les rapprocher l'une de l'autre, la crise de la représentation politique et la crise de l'école, sans s'apercevoir que les élus sont d'autant plus soumis à la critique que les citoyens ont les moyens de les juger, et que l'école est en crise parce qu'elle ne parvient pas à répondre à la formidable élévation du niveau de formation à laquelle toutes les couches sociales aspirent. Il faut d'ailleurs noter que la crise de confiance ne touche pas seulement les responsables politiques : presque toutes les professions fondées sur le maniement d'un savoir connaissent une vague de méfiance et de contestation, du journalisme à la médecine en passant par l'expertise économique ou, significativement, par l'enseignement. La crise de la représentation politique cristallise en fait une crise plus générale de la confiance placée dans les élites, qui résulte non pas du fossé creusé entre le peuple et ses dirigeants mais, au contraire, de la réduction de ce fossé.

En toute logique, cette évolution pourrait conduire, en un second temps, à réconcilier les citoyens instruits avec la politique effective, et c'est d'ailleurs ce qui s'observe dans

les expériences de démocratie participative : les citoyens qui s'impliquent dans un processus de délibération collective reconnaissent qu'ils avaient sous-estimé la complexité des enjeux et des situations, et ils renoncent, plus ou moins rapidement, aux solutions unilatérales qu'ils défendaient au départ. Mais les défis et les déséquilibres sont tels, aujourd'hui, qu'il serait illusoire d'attendre que les peuples se rendent à la sagesse de leurs dirigeants, et les absolvent en quelque sorte de leur impuissance à trancher les dilemmes les plus manifestes ou à résoudre les problèmes les plus criants.

Il est vrai, peut-être, qu'il faut diminuer le niveau de protection sociale en Europe pour doper la compétitivité des entreprises, qu'il faut veiller à réguler la finance sans étrangler le crédit, qu'on ne peut pas contraindre des États souverains à réguler les naissances sur leur territoire, que le souci de l'environnement ne peut pas obérer le décollage économique des pays pauvres, qu'il faut laisser l'industrie pharmaceutique faire des bénéfices sur des médicaments inutiles si on veut qu'elle ait les moyens d'investir dans la recherche de nouvelles molécules... Il reste que, même à supposer que tout cela soit exact, on voit mal comment la démocratie, qui est fondée sur le principe de l'auto-détermination des peuples, pourrait s'en contenter. Le déclin électoral des partis sociaux-démocrates suffit à le montrer : les catégories sociales précarisées, les travailleurs mal placés dans la compétition mondiale ou les personnes en butte à des situations difficiles ne se contentent pas d'un appel au réalisme, de la démonstration d'un *non possumus* généralisé. Comment convaincre les perdants du système, ou ceux qui sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants, qu'une société aussi riche, aussi savante, dotée d'autant de moyens techniques et d'outils de communication, est incapable de se réguler correctement, de vaincre le chômage, d'intégrer des populations venues volontairement nous rejoindre, de rétablir l'équilibre des comptes publics sans faire de casse sociale, de répondre au défi du réchauffement climatique sans diminuer notre qualité de vie, de nous garantir une alimentation saine et d'éviter que, comme c'est le cas depuis quelques années, notre espérance de vie commence à décliner ?

Sans prétendre prédire l'avenir, il y a fort à parier que nos démocraties contemporaines ne sortiront pas des blocages auxquels elles sont confrontées en voulant, soit préserver tous les intérêts à la fois, soit appliquer des recommandations d'experts qui s'accordent à ne rien réformer en profondeur et à demander de prendre patience à ceux qui prennent déjà patience. En d'autres termes, il n'y a pas à s'étonner que nos sociétés fondées sur la prospérité, la paix, l'égalité, la liberté et la complexité renouent, dans différents pays démocratiques, avec la rudesse de véritables affrontements – politiques ou urbains – qui opposent certains groupes à d'autres groupes. Les conditions de vie des gagnants et des perdants sont trop différentes, et certaines angoisses trop vivaces, pour que tous se résolvent à attendre les résultats d'une nouvelle délibération au sommet.

Cet article a été publié dans : *La démocratie, enrayée ?*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2013, pages 261-268.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER, « Démocratie enrayée et aspirations de l'individu contemporain », *Les analyses du CRISP en ligne*, 30 décembre 2013, www.crisp.be.